



DSNA

Service de la Navigation Aérienne Océan Indien

Aérodrome de la Réunion Roland Garros

BP 52

97408 SAINT-DENIS CEDEX

Tel : 0262 72 88 00 Fax : 0262 72 88 15

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20 février 1992

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20 février 1992 - Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

LIEU DE L'INTERVENTION :

Bâtiment DGAC – tour de contrôle
Aéroport Marcel Henry
97615 Dzaoudzi - Mayotte

-

Commande n°305059

Date : 19/03/2025

NATURE DE L'OPERATION : Diagnostic amiante avant travaux ensemble immobilier DGAC bloc technique / tour de contrôle.

Date prévue de début de l'opération : 26/03/2025

Date prévue de la fin de l'opération : 26/03/2025

ENTREPRISE EXTERIEURE CHARGEE DES TRAVAUX :

Société : SOCOTEC REUNION

Adresse : 33 RUE ANDRE LARDY, 97438 SAINTE-MARIE

Nom et qualification du responsable sur le site : Christophe HIPPIAS, Directeur d'Agences
Formation, HSE & Diagnostics
Tél : (+262) 692 68 50 83

Effectif sur le site : 1 personne

Nom et référence des sous-traitants éventuels : Néant

NOMBRE D'HEURES : < 400 Heures

PLAGES HORAIRES DE TRAVAIL :

Entreprise Utilisatrice : 8h00–12h00 , 13h00–17h00
Entreprise(s) Extérieure(s) : 8h00–12h00, 13h00–17h00

AFFICHAGE / ANNONCE des Travaux : Non

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20 février 1992 - Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

INSPECTION COMMUNE AVANT LE DEBUT DE L'OPERATION

DATE DE L'INSPECTION : Sans objet

PERSONNES ET ENTREPRISES PARTICIPANT A L'INSPECTION : Sans objet

DSNA/OI:

Société :

DEFINITION DES PHASES D'ACTIVITE, DES INSTALLATIONS ET MATERIELS DANGEREUX ET MOYENS DE PREVENTION SPECIFIQUES CORRESPONDANTS

| domaine des risques | nature des risques | mesures de prévention | Observations |
|--|--|---|--|
| Circulation en zone réservée. Pistes, voies de circulations, parkings avions. | Collision avec un autre véhicule, un piéton, un aéronef ou du matériel en stationnement sur les parkings | Accompagnement obligatoire par un agent du site, sous contrôle VHF, respect obligatoire des consignes | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Sans objet |
| Circulation, accès au chantier. | Collision avec un autre véhicule ou un piéton. | Circuler à vitesse réduite, stationner sur les parkings et baliser la zone d'intervention. | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Sans objet |
| Circulation au sol sur chantier, (chutes, chocs, heurts, encombrements, etc.). | Collision avec engins, établis de travail, machines outils, etc. | Respecter les consignes de sécurité et le balisage. | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Sans objet |
| Circulation de niveau et travaux en hauteur (dénivellation, fouilles, escaliers, charpentes, toitures, plafonds, échelles, échafaudage, etc.). | Chute. | Respect du décret du 8/1/65. Port des protections réglementaires si nécessaire. Définition préalable des chemins de circulation. Marcher avec précaution sur les toitures et les charpentes. | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Sans objet |
| Mécanismes en mouvement (machines, appareils, machines de nettoyage, etc.). | Liée à l'utilisation spécifique de la machine. | Respect de la réglementation en matière de sécurité du travail, respect des consignes d'utilisation du constructeur du mécanisme. Port des protections réglementaires si nécessaire. | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Sans objet |
| Outils portatifs, électriques, pneumatiques (perceuses, meuleuses, marteaux-piqueurs, tronçonneuses, pistolets de scellement, etc.) | Liée à l'utilisation spécifique de l'outillage. Projections, éclatements. | Respect de la réglementation en matière de sécurité du travail, respect des consignes d'utilisation du constructeur. Port des protections individuelles réglementaires si nécessaire. Respect du décret 93/41 du 11/1/93. | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Sans objet |
| Chutes d'objets en stockage (manutention, travaux en hauteur). | Chutes, chocs. | Respect de la réglementation en matière de sécurité du travail, manipulation des objets avec précaution. Port des protections réglementaires si nécessaire. | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Sans objet |

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20 février 1992 - Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

INSPECTION COMMUNE AVANT LE DEBUT DE L'OPERATION

| DEFINITION DES PHASES D'ACTIVITE, DES INSTALLATIONS ET MATERIELS DANGEREUX ET MOYENS DE PREVENTION SPECIFIQUES CORRESPONDANTS | | | |
|---|---|--|--|
| domaine des risques | nature des risques | mesures de prévention | Observations |
| Emploi de produits chimiques, dangereux, toxiques, inflammables, corrosifs. | Projections dangereuses, brûlures, explosions, inhalations pollution. | Port des protections réglementaires. Respect des temps d'exposition aux produits dangereux. Rejet des produits toxiques interdit dans les égouts ou la nature. Reconnaissance des points d'eau : lavabo au centre émission et au centre réception. | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Sans objet |
| Gaz (asphyxie, incendie, explosions, travail en vase clos, etc.). | Asphyxie, brûlures, explosions. | Respect de la signalisation, respect de la réglementation en matière de sécurité du travail. Port des protections réglementaires si nécessaire. Permis de feu obligatoire. Reconnaissance de l'emplacement des extincteurs. | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Sans objet |
| Ambiance physique (bruit, éclairage, chaleur, froid, poussière, rayonnement, etc.). | Fort niveau sonore possible lors du fonctionnement de groupe électrogène ou d'engins de terrassement. | Porter un casque antibruit selon la durée de l'exposition en fonction de la réglementation en vigueur. | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Sans objet |
| Electricité, intervention sur basse tension et haute tension, tout organe d'ordre électrique et à proximité des lignes électriques. | Electrisation et électrocution. | Respect de la signalisation, respect de la réglementation en matière de sécurité du travail. Raccordement de l'outillage portatif sur des PC protégées par différentiel 30 mA. Intervention par un personnel habilité selon norme UTE 18510 (niveau minimum habilitation : "consignation"). Présentation titres habilitations. Travail à deux sur haute tension. | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Sans objet |
| Chargement, déchargement des véhicules. | Chutes d'objets. | Respect de la réglementation en matière de sécurité du travail. | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Sans objet |
| Utilisation de chalumeaux oxyacétyléniques, bouteilles de gaz comprimés et dérivés et soudure à l'arc. | Brûlures et explosions. | Interdit à proximité des réservoirs et des alimentations en carburant des groupes électrogènes. Permis de feu obligatoire. Reconnaissance de l'emplacement des extincteurs. Un extincteur approprié sera positionné à proximité immédiate du poste de travail. | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Sans objet |
| Accès aux véhicules spéciaux. | Collision et dangers spécifiques liés à chaque véhicules, risque d'incendie. | Accès sous réserve d'autorisation préalable. Respecter les périmètres de sécurité et le balisage. | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Sans objet |
| Mouvement de portes lourdes ou de grande dimension. | Ecrasement ou blessures lors des manoeuvres. | Se tenir à distance des portes en mouvement. Respecter les consignes de sécurité. | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Sans objet |
| Accès aux chantiers par d'autres entreprises. | Risques liés à la nature de chaque chantier. | Interdit sans autorisation préalable. Respecter les périmètres de sécurité et le balisage. | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Sans objet |

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20 février 1992 - Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

INSPECTION COMMUNE AVANT LE DEBUT DE L'OPERATION

| domaine des risques | nature des risques | mesures de prévention | observations |
|---|--|---|--|
| Manutention mécanisée (ponts roulants, chariots, automoteurs, grues, engins élingage levage, monte charge, table élévatrice). | Circulation de chariots élévateurs à proximité du chantier. Renversement de piétons, accrochage de l'échafaudage. | Balisage des chantiers par barrières rigides et rubans. | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Sans objet |
| Travaux en hauteur (charpentes, toitures, bardages, etc...). | Travaux à plus de trois mètres de hauteur. Chutes. | Echafaudage fixe conforme à la réglementation, échelles en état, port du harnais de sécurité. | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Sans objet |
| Incendies (explosions, radiations, fumées, etc...). | Inflammation et explosion de poussières. | Interdiction de fumer. | <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Sans objet |
| Autres domaines à risque : <i>Amiante</i> | | | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Sans objet |

DOCUMENTS REMIS ET EXPLIQUES A L'ENTREPRISE EXTERIEURE

Plan des voies de circulation, des lieux de stationnement et de stockage du matériel, du lieu et du secteur de l'opération, des locaux sociaux :

☒ OUI

☐ NON

Tous les lieux cités ci-dessus ont-ils été repérés au cours de la visite :

☒ OUI

☐ NON

Organisation des secours en cas d'urgence (VOIR PREMIERS SECOURS) :

☒ OUI

☐ NON

Consignes générales d'incendie :

☒ OUI

☐ NON

Procédures du permis feu :

☐ OUI

☒ NON

Autre :

☐ OUI

☒ NON

DOCUMENTS RECUEILLIS AUPRES DE L'ENTREPRISE EXTERIEURE

Habilitation électrique :

☐ OUI

☒ NON

Attestation de formation aux travaux en hauteur :

☐ OUI

☒ NON

Attestation de vérification des équipements de protection individuelle :

☐ OUI

☒ NON

Attestation de formation sauveteur secouriste au travail :

☐ OUI

☒ NON

Autre :

☒ OUI

☐ NON

Amiante

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20 février 1992 - Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

ORGANISATION DU COMMANDEMENT :

Responsable désigné du centre pour cette opération : HENRY Nicolas

Chef du département :

Responsable suivi du chantier :

Responsable désigné de l'entreprise extérieure pour cette opération : M. HIPPIAS Christophe

Conseillère Santé, Sécurité et conditions de travail :

DATE(S) DE L'INSPECTION COMMUNE PENDANT LES TRAVAUX :

15/05/2019

LOCAUX ET INSTALLATIONS A L'USAGE DES SALARIES DE L'ENTREPRISE EXTERIEURE :

Réfectoire : OUI

Vestiaires : OUI

Sanitaires : OUI

Infirmierie : NON

Aire de stockage : OUI

Energie : OUI

Téléphone : NON

Interphone : NON

Autres :

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20 février 1992 - Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

PREMIERS SECOURS

ATTENTION AUX APPELS VERS L'EXTERIEUR.

Composez Le 0 puis le N° d'appel.

SECOURISTES :

Tél : voir liste jointe

| | | | |
|---|---|--------------|-------------------|
| SAMU : | N° (0)15 | SSLIA | N °318 |
| POMPIERS : | N° (0)18 | | (0) 0262 48 80 30 |
| ACCIDENT LEGER : | Utiliser la trousse de premier secours qui doit obligatoirement faire partie de l'équipement de l'entreprise extérieure. | | |
| ACCIDENT OU MALAISE SERIEUX OU GRAVE : | Eviter de manipuler le blessé (sauf cas de force majeure) Alerter en téléphonant au SAMU (n° (0)15) ou aux pompiers (n° (0)18). BGTA N° 0262 72 89 00 | | |

CONSIGNES A OBSERVER EN CAS D'ACCIDENT AVANT D'APPELER LE SAMU :

1. Faire un point précis sur la ou les victimes :
 - 1.1 Nombre de blessés :
 - 1.2 Victime :
 - consciente ou pas
 - respire ou pas
 - prendre le pouls (au niveau du cou)
 - perte de connaissance ou pas
 - si chute : hauteur
 - sexe et age
 - éventuellement antécédents connus (diabète, cardiaque, épilepsie, femme enceinte, etc...)
 - 1.3 Circonstances de l'accident
 - 1.4 Lieu précis de l'accident
2. Téléphoner au SAMU
 - 2.1 Se présenter
 - 2.2 Récit succinct des circonstances de l'accident
 - 2.3 Renseignements sur la ou les victimes

Le médecin régulateur décidera des moyens appropriés.

Dans tous les cas "ne pas raccrocher le premier."

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20 février 1992 - Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

CONSIGNES D'INCENDIE : affichées dans tous les bâtiments

Donner l'alarme en téléphonant au n° 318 (SSLIA).

Mettre en œuvre les moyens de premiers secours sans attendre.

PENDANT TOUTE LA DUREE DE L'OPERATION

ACCUEIL DE L'ENTREPRISE EXTERIEURE :

Vérifier que le chef de l'entreprise extérieure donne à son personnel les instructions définies dans ce plan de prévention.

☐ FAIT

Rappeler au chef de l'entreprise extérieure qu'il doit mettre à disposition de son personnel des outils, matériels, moyens de prévention conformes à la réglementation et qu'il est tenu de lui faire connaître les consignes liées à leur emploi.

☐ FAIT

Demander au chef de l'entreprise extérieure de faire savoir à son personnel que les travaux seront arrêtés si les consignes prévues n'étaient pas respectées.

☐ FAIT

VERIFICATION DU MATERIEL DANS LE CAS DE PRET PAR L'ENTREPRISE UTILISATRICE

| Type de matériel | Date de vérification | Visa entreprise extérieure |
|------------------|----------------------|----------------------------|
| | | |

OBSERVATIONS SUITE AUX INSPECTIONS INOPINEE OU COMMUNES AVEC LES CHEFS D'ENTREPRISES EXTERIEURES ET OBSERVATIONS DE L'AGENT HYGIENE ET SECURITE

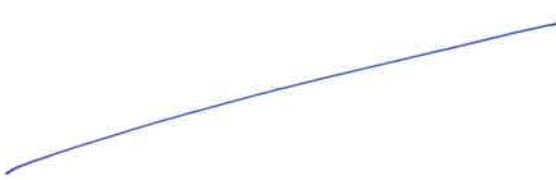
| Date | Observations | Mesures prises |
|------|--------------|----------------|
| | | |

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20 février 1992 - Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

| MODIFICATIONS SURVENANT DANS LES DOMAINES SUIVANTS | |
|--|-----------------------|
| Nature des risques | Mesures de prévention |
| | |

| LISTES DES SALARIES DES ENTREPRISES EXTERIEURES | |
|---|---|
| titulaire | sous-traitantes |
| <p>SOCOTEC REUNION 33 Rue André Lardy - La Mare 97438 Sainte-Marie Tél : 0262 94 48 48 - 0262 94 48 50 SIRET : 321 936 197 00052</p> | <p>SOCOTEC REUNION 33 Rue André Lardy - La Mare 97438 Sainte-Marie Tél : 0262 94 48 48 - 0262 94 48 50 SIRET : 321 936 197 00052</p> |

| Liste des véhicules participant à l'opération : | |
|--|-----------------|
| titulaire | sous-traitantes |
|  | |

PLAN DE PREVENTION

Décret du 20 février 1992 - Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

| Fonction | Nom | Tél. |
|-------------------------------|----------------|----------------|
| Assistance de prévention | Moussy IBRAHIM | 0692 60 79 24 |
| Médecin de prévention/travail | Dr Eloi DIENE | 05 62 17 45 38 |

OBSERVATIONS

Médecine du travail :

toute information susceptible de modifier ce plan de prévention, doit impérativement être signalée.

Fait à : SAINT MARIE

Le : 24/03/25

ENTREPRISE (S) UTILISATRICE (S) ENTREPRISE (S) EXTERIEURE (S)

Nom :

Nom :

Signature :

Signature :

SOCOTEC REUNION

33 Rue André Lardy - La Mare

97438 Sainte-Marie

Tél : 0262 94 48 48 - 0262 94 48 50

SIRET : 321 936 197 00052

ENTREPRISE (S) S/s TRAITANTE (S)

Nom :

Signature :

Plan de prévention – Annexe COVID-19

En cette période d'épidémie du Coronavirus dénommée COVID-19, des mesures de prévention doivent être mises en place afin d'éviter la propagation de ce virus pour les personnels de la DGAC ainsi que pour les personnels des entreprises intervenantes.

En amont de la réalisation des travaux/chantiers, une inspection commune est réalisée dans le respect des gestes barrières et notamment des mesures de distanciation spatiale. Selon les résultats de cette inspection commune, selon la réglementation en vigueur, un plan de prévention est rédigé entre le service et l'entreprise intervenante, ainsi que ses sous-traitants le cas échéant.

L'annexe suivante propose des mesures de prévention pour prévenir les risques biologiques et notamment les risques liés au COVID-19 pour les services qui ne bénéficieraient pas encore de modèles.

Dans le cas de plans de prévention en cours ou annuels, pour des prestations longues telles que la restauration, les prestations de nettoyage, l'entretien des infrastructures ou pour des travaux démarrés, un avenant au plan de prévention sera nécessaire et devra mettre à jour les risques et les mesures à mettre en place pour le risque particulier lié au COVID-19.

Références :

Code du travail : R.4511-1 à R.4512- 12

Guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de CORONAVIRUS COVID-19 – mise à jour 10/04/2020

En complément, en fonction des activités du service d'accueil, des infrastructures et de la nature des travaux à réaliser, les mesures suivantes pourront être ajoutées :

- mettre en place l'obligation de port du masque pour certaines opérations ou lorsque la co-activité intervient avec des activités sensibles ;
- reporter les tâches ne remplissant pas les conditions de sécurités.

| Domaine des risques | Nature des risques | Mesures de prévention | A réaliser par | |
|--|-----------------------------|--|--------------------------------|--------------------------------|
| | | | EE | EU |
| <input type="checkbox"/> Risque biologique - Pandémie CODIV-19 | Maladie grave - Décès | <u>Éviter les contacts</u> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser les interventions pour limiter la co-activité - Limiter le nombre d'intervenant dans un même lieu - Préparer les visites préalables par des échanges via plans et photos ; organiser les visites « physiques » en respectant les gestes barrières. - Organiser les réunions de suivi de travaux en audioconférence ou visioconférence. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | | <u>Mettre en place les gestes barrières</u> <ul style="list-style-type: none"> - Respecter les distances de sécurité : Dès l'entrée sur site : rester à distance des autres personnes (1 mètre minimum). Lors des interventions dans les locaux du service et lors des circulations dans les couloirs, escaliers, ascenseurs, ou lorsqu'il n'est pas possible de garantir la distance d'1 mètre avec une autre personne : LE PORT DU MASQUE EST OBLIGATOIRE. - Mettre en place l'isolement des intervenants seulement si les conditions d'organisation et de maintien de contact régulier (visuel ou téléphonique) le permettent | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | | <u>Respecter les règles d'hygiène :</u> <ul style="list-style-type: none"> - A minima en début de journée, à chaque changement de tâche, toutes les deux heures en cas de non port permanent des gants, après contact impromptu avec d'autres personnes ou port d'objets récemment manipulés par d'autres personnes, se laver les mains à l'eau et au savon ou utiliser les solutions hydro-alcooliques mises à disposition par l'employeur lorsque les points d'eau sont distants. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | | Tousser ou éternuer dans son coude. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | | <u>Suivi de chantier</u> <ul style="list-style-type: none"> - Avant l'intervention, s'assurer que les intervenants disposent des équipements de protection collective, individuelle et des | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

| Domaine des risques | Nature des risques | Mesures de prévention | A réaliser par | |
|---------------------|--------------------|--|--|--|
| | | | EE | EU |
| | | <p>consignes de la part de leur employeur.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintenir un contact téléphonique avec les intervenants et effectuer les visites sur site strictement nécessaires (urgences et cas de nécessité) tout en respectant les distances de sécurité et règles d'hygiène. Faire nettoyer la zone de chantier au départ de l'entreprise intervenante. - Organiser la réception des matériaux et matériels de façon à éviter tout contact physique. - La restauration est à la charge de l'entreprise intervenante. - Les sanitaires et lavabo sont nettoyés régulièrement. Il est interdit d'utiliser les espaces cuisines, sanitaires non prévus pour les entreprises intervenantes - Enlever quotidiennement les consommables et les déchets « souillés » en sacs fermés, dans un conteneur dédié. <p>L'entreprise évalue l'état de santé de ses travailleurs avant de les faire intervenir sur le chantier. Si un agent ou un salarié de l'entreprise, est suspecté ou confirmé covid-19, le chef de service et le chef de l'entreprise sont informés. Le salarié est pris en charge par son référent COVID-19.</p> <p>Il est procédé à la décontamination des locaux de travail avec un produit virucide. En cas d'impossibilité de décontaminer les locaux concernés, il est procédé à leur condamnation pendant une durée fixée et définie par le chef de service, après avis du médecin de prévention.</p> | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> |
| Observations : | | | | |

